

La lettre-relais des groupes et adhérent·e·s de la Fédération ActionAid France-Peuples Solidaires * N° 73 * Juin 2020

édito

Le Covid-19 a modifié notre manière de nous rencontrer et de partager nos expériences, mais l'équipe salariée et les bénévoles ont poursuivi leurs activités autant que possible. Merci à tou·te·s !!

En effet, deux grands "chantiers" vont occuper nos prochaines rencontres dans les mois qui viennent :

- Le chantier "gouvernance" sur lequel nous travaillons déjà depuis plusieurs mois, en particulier le COPIL créé spécialement et les instances.

Une proposition de nouvelle gouvernance a été élaborée lors du Conseil National de fin février entre l'équipe salariée et les instances de la Fédération, en lien avec notre intervenant extérieur.

Depuis février, de nombreuses réunions ont permis d'ajuster les réactions des participant·e·s, en particulier avec un sondage récent sur la dernière proposition du COPIL.

Lors de notre prochaine rencontre virtuelle de juin par zoom :

- les Commissions travailleront à nouveau sur cette proposition le jeudi 4

- une mise en commun sera faite le vendredi 5 au matin avec le COPIL, puis dans l'après-midi

et le samedi 6 au matin avec le CN qui devra valider cette nouvelle proposition pour lancer une période de test à partir du CN de septembre.

- La campagne Jai Jagat

Vous découvrirez dans les deux pages qui suivent comment la marche indienne et internationale a dû s'arrêter avec la pandémie et quelles conséquences pour les marches prévues localement.

Sauf contordre d'ici début juin de la part de l'Etat, d'Ekta Parishad et de nos autres partenaires, nous souhaitons pouvoir continuer cette campagne en 2020.

Un autre point important à préparer est notre Assemblée Générale, prévue en avril et reportée en octobre.

Il s'agit d'une AG électorale et nous recrutons largement dans les instances pour compenser les départs prévus.

Nous attendons votre candidature !

Chloé vient de nous annoncer l'arrivée d'Alexia Delfosse, nouvelle chargée de campagne adjointe DAT-RSE, le lundi 18 mai. "Alexia travaillera en priorité sur nos campagnes liées aux conditions de travail dans le secteur agricole".

ANNE BACH

Sommaire

- p. 2-4 Vie de la fédération
- p. 5 Fédération ActionAid
- p. 6-7 Actions avec nos partenaires
- p. 8 Vie de la fédération

ActionAid France - Peuples Solidaires
www.actionaid.fr
ecrire@actionaid.org

Secrétariat de Montreuil :
Mundo M – 47 avenue Pasteur
93100 Montreuil
01 48 58 21 85

Secrétariat de Rennes :
10 quai de Richemont
35000 Rennes
02 99 30 60 53

Vie de la fédération

Point sur le COPIL Jai Jagat France

- Anne Bach fait partie du COPIL France, comme voté par le CN, dans le groupe de travail "plaidoyer", comme Birthe Pedersen. Jean-Paul Sornay et Anne sont dans le groupe de travail "marches". Les interlocutrices au sein de la Fédération sont toujours : Francie Albarran, Birthe et Anne.

- Anne et Pascal Charcosset sont en train de concevoir un PowerPoint et un document 4 pages expliquant nos objectifs et notre organisation, à remettre aux collectivités locales, partenaires et autres institutions ou organismes avant et le long des marches.

- Nous n'avons pas encore eu de contacts directs avec les adhérent·e·s individuel·le·s AAF-PSO qui ont dû recevoir en janvier le kit de mobilisation envoyé par la Mobilettré du moment, mais nous avons repris de nombreux contacts avec des membres des anciens groupes PSo qui n'adhèrent plus à la Fédération. Faites-le savoir autour de vous.

- Maxime, coordinateur France, n'a pu rester que quelques mois et nous a quittés fin avril. Son rôle a dû être redistribué entre les membres du COPIL France déjà bien impliqués : Philippe Blancher (MAN Lyon) prend la responsabilité du groupe plaidoyer, Serge Perrin (MAN Lyon) celle du groupe marches, reste la communication (site et/ou note d'infos, médias) peut-être reprise par SOL ?

- Le départ de Maxime et surtout les incertitudes de pouvoir aller jusqu'à Genève à cause du virus nous ont fait prendre du retard, d'où une organisation des marches simple et facilement adaptable en fonction de la situation en septembre-octobre.

- Reste toujours un problème de financement très faible, du fait de l'arrêt de la marche en Arménie, mais qui va peut-être être partiellement compensé par des coûts moindres. A suivre...



JAIJAGAT2020

ON THE MOVE FOR JUSTICE AND PEACE

Les nouvelles orientations "actuelles" de la marche Jai Jagat

La pandémie a forcé Ekta Parishad à **suspendre la marche internationale** Jai Jagat à la mi-mars, en Arménie. Puis, il est apparu que la marche ne pourrait plus passer par la Géorgie, les Balkans et l'Italie, ce qui a contraint à **l'annuler**. D'autre part, au niveau de Genève, il n'était plus possible de rassembler des milliers de personnes en un même lieu en septembre.

Après de nombreuses discussions pour :

- maintenir la dynamique de la campagne Jai Jagat, en cours depuis plusieurs années ;
 - trouver une réponse appropriée au virus, sachant qu'il a ouvert les yeux de nombreuses personnes sur la violence, l'iniquité et le manque de durabilité de l'économie mondialisée et du modèle de développement actuel,
- ... nous avons pensé qu'il était opportun de lancer quand même une **campagne puissante sur les six prochains mois**.

La campagne s'inscrit donc désormais dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable 2020-2030 et s'organise en trois parties :

1) Dans les différents pays, des **mobilisations locales**, en cours ou prêtes à être lancées, ou des marches vers Genève de juillet à septembre où nous sommes attendu·e·s le 26 septembre par Alternatiba Genève.

2) Une **rencontre virtuelle des différentes mobilisations locales** à Genève, soit le 26 septembre, soit le 2 octobre (Journée de la non-violence et 151^e anniversaire de la naissance de Gandhi), permettant de partager nos actions locales, d'identifier de nouvelles activités pour élargir le réseau Jai Jagat, de se concentrer sur les campagnes de solidarité mondiale, et préparer ainsi les 3 jours de décembre.

3) Enfin, une **rencontre physique à Genève, planifiée du 10** (Journée internationale des Droits de l'Homme) **au 13 décembre 2020** qui impliquerait une centaine de personnes, dont au moins 25 % viendraient de l'Inde et d'autres pays du Sud. Ce Forum travaillerait sur la planification de la campagne Jai Jagat à partir de 2021. Elle permettrait des échanges et collaborations avec les groupes de défense des Droits de l'Homme, présents sur place, et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme, ainsi qu'avec des experts et personnalités invité·e·s.

La dimension renforcement des capacités, formation et plaidoyer y sera présente pour répondre aux leçons tirées du virus et lancer un processus qui conduirait à un changement sur le terrain, ainsi qu'à une pression sur l'État et ses politiques, en relation avec les quatre piliers et les objectifs de la campagne Jai Jagat :

- * **réduire la pauvreté (ODD1) ;**
- * **combattre l'exclusion sociale et réduire les inégalités (ODD10) ;**
- * **agir pour le climat et l'environnement (ODD13) ;**
- * **résoudre les conflits par la non-violence (ODD16).**

Des efforts unifiés seront déployés afin de critiquer le modèle de développement actuel et de commencer à proposer une alternative basée sur le principe gandhien de non-violence, tout en laissant les différents organismes impliqués dans la campagne étudier leurs possibilités et consulter d'autres mouvements et groupes sociaux pour une meilleure convergence.

Vie de la fédération



JAIJAGAT 2020

ON THE MOVE FOR JUSTICE AND PEACE

(suite)

Dans ce contexte, certains pays ont abandonné leur participation à la marche comme la Belgique, les marches du Sud et peut-être l'Allemagne. Se posait donc la question du maintien de nos marches en France ? Compte tenu du niveau d'avancement de la préparation de ces marches et donc des efforts qu'elles ont nécessités, **nous avons décidé en COPIL de faire tout le possible pour les maintenir et terminer ainsi sereinement, mais efficacement**, la démarche engagée depuis plus d'un an par les personnes et associations de nos organisations.

Cette nouvelle situation va nous demander d'être plus modestes, **très flexibles** (organisation compatible avec les contraintes et règles barrières qui seront alors imposées, mais ce sera un bon apprentissage à la non-violence et à des actions militantes capables de s'adapter à toutes les situations), afin de nous ajuster à des changements de dernière minute, toujours possibles jusqu'à la fin, mais aussi très créatif-ve-s pour concevoir une marche la plus signifiante possible. La marche ne pourra plus trouver son intérêt premier dans la convergence avec la marche internationale et les marches européennes et africaines, ainsi que dans la participation à des journées festives et créatives à Genève, d'où les propositions qui suivent.

Il s'agit maintenant d'une marche destinée avant tout aux militant-e-s de nos mouvements et de nos partenaires (en particulier ceux accueillant des jeunes de tous milieux), ouverte à des représentant-e-s des différents pays européens, mais aussi aux étrangers en France, afin de garder cette dimension internationale.

Sera privilégiée la formation à la non-violence dans tous les secteurs de la vie économique et sociale, comme moyen de revendication sociale en vue d'une transition écologique et solidaire. Cette formation ne se limiterait pas à des sessions particulières, **la marche en elle-même étant une démarche d'apprentissage collectif, impliquant un engagement de chaque participant-e lors des rencontres** : collectivités locales, écoles, autres organismes et associations, paysan-ne-s, grand public...

Toute convergence avec les autres marches françaises sera recherchée. Une invitation à participer, au moins en partie à ces marches, sera envoyée à Ekta Parishad.

Au cas où il ne serait pas possible de franchir la frontière, une rencontre en France pourrait être imaginée près de celle-ci.

Les marches sont prévues avec des **activités variées selon les lieux où nous serons accueilli-e-s** : marche physique bien sûr ; rencontres des marcheurs et marcheuses avec les personnes et organisations qui nous accueillent ou avec les personnes invitées pour une journée ou un événement ; sessions/ateliers de formation à la non-violence ; soirée-débat publique ; interventions dans des écoles, foyers de jeunes, de personnes âgées... ; temps culturels ; chantiers d'intérêt général au profit de la personne, de la collectivité ou de l'organisation qui nous accueille ; et, bien sûr, participation aux tâches quotidiennes.

Un site Internet (et/ou une note d'information) devrait être mis en œuvre pendant ces six mois pour le partage des informations sur les diverses mobilisations.

Il y a assez de tout dans le monde pour satisfaire aux besoins de l'Homme, mais pas assez pour assouvir son avidité.

Le Mahatma Gandhi

Organisation "actuelle" des marches en France

(à revoir peut-être totalement en cas de confinement) :

* Jean-Paul Sornay est référent de la **marche Jura** : de Lons le Saunier à Genève, avec peut-être la participation de PSo Région Lilloise

* Pascal Charcosset est référent de la **marche Ouest** : marches relais ou marche complète ou actions locales selon l'état du confinement sur la période août-septembre, de Guérande (44) à Genève, en traversant les départements 49, 37, 41, 18, 03, 71 et 01 ; mobilisation multi-acteurs : AAF, ex-PSo, Alternatiba/ANV-COP21, Confédération Paysanne, Artisans du Monde et autres associations partenaires locales...

Il pourrait y avoir en amont d'autres actions ponctuelles locales sur le Finistère et le Morbihan, mais à confirmer

* une marche **Lyon-Genève** organisée par le MAN Lyon avec la participation de nos groupes locaux

* une marche **Nancy-Strasbourg**, en cours d'organisation par le MAN Nancy et Alternatiba/ANV-COP21, avec peut-être la participation de Irène Gunepin et de PSo Nancy, avec un possible arrêt au Parlement européen avec les Allemands

* une marche **Chambéry-Genève**, passant par Annecy, organisée par PSo Cran-Gevrier, l'Arche de St Antoine, Alterninfo et Artisans du Monde

* des marches locales sur **Montpellier**, organisées par le MAN Montpellier et ses partenaires

* la Maison Ouverte de Montreuil avait bien communiqué sur l'Île de France, mais aucune association n'a souhaité en prendre l'organisation. De nombreux et nombreuses membres individuel-le-s et membres d'organisation ont été intégrés à notre base de données et seront donc informé-e-s des marches des autres régions si...

Vie de la fédération

En bref

Annulations et reports en série

- **4-5-6 juin : sommet Afrique-France** à Bordeaux

- **du 19 au 23 août : Université d'Été des Mouvements Sociaux 2020** à Nantes

- **du 9 au 19 novembre : COP 26**

En raison du Covid-19, la COP 26, qui devait se tenir à Glasgow sous présidence britannique, est reportée en 2021. Après un semi-échec de la COP 25, elle était pourtant importante, car les Parties étaient tenues d'y présenter des contributions climatiques renforcées par rapport aux premières soumises en amont de la COP 21 en 2015. Ces conclusions auraient été pourtant fort utiles dans le contexte géopolitique actuel, avec les prises de position de certains pays hostiles à l'ambition environnementale.

Nous avons tenu un **CN virtuel le 21 avril**. Le CR provisoire a été envoyé début mai.

Vice-présidente d'ATD Quart Monde, Marie-Aleth Gard a été appelée le 27 mars par le Président du Sénat, Gérard Larcher, pour rejoindre le **Conseil scientifique Covid-19**, chargée d'y "porter la parole de ceux que l'on n'entend pas" et d'expliquer l'impact que peuvent avoir les décisions du gouvernement sur la vie des personnes en situation de pauvreté.

Une nouvelle Note de SUD a été publiée en mars : "**L'agroécologie paysanne : alternatives sociétales pour des systèmes agricoles et alimentaires durables**", rédigée par plusieurs membres de la C2A. Vous pouvez la trouver en version

Toutes et tous confiné-e-s !! Sacré virus !!

Ce confinement fait le bonheur des plateformes Zoom, Skype, Teams, Jitsi et autres... C'est vrai, moins de déplacements et transports, mais aussi moins de chaleur humaine et des décisions plus lentes.

La crise actuelle liée à la pandémie du Covid-19 a des racines profondes dans la façon dont nous interagissons avec la biodiversité, la gérons et la conservons. Elle a jeté un nouvel éclairage sur les problèmes de gestion des espèces sauvages en Chine et a lancé de nouvelles réflexions et de nouveaux développements de réponses politiques potentielles, y compris (mais pas seulement) l'interdiction de certaines formes de commerce d'espèces sauvages.

Symbole fort, la crise s'est également produite alors que la Chine prépare le plus important sommet multilatéral qu'elle ait jamais accueilli sur l'environnement : la COP 15 de la Convention sur la diversité biologique semble toujours prévue en octobre 2020 à Kunming. À l'occasion de cette COP, aussi importante que la COP 21, les pays devraient adopter un nouveau cadre international visant à apporter une réponse politique à la perte de biodiversité mondiale, en mettant l'accent sur les moyens de mise en œuvre. Quels sont les défis et les opportunités que la crise liée au Covid-19 a créés pour la préparation de la COP 15 ?

Quelques lectures pour en savoir plus si vous n'êtes pas saturé-e-s d'informations :

- Tribune de la Plateforme Pour une autre PAC : <https://www.ouest-france.fr/reflexion/point-de-vue/point-de-vue-se-nourrir-apres-le-covid-19-6815902>

- Comité de veille et action par le ROPPA/APESS/RBM : <https://www.apess.org/covid-19-document-du-comite-de-veille-daction-apess-rbm-roppa/>

- Analyse de la pandémie par l'APESS : <https://www.apess.org/note-danalyse-des-premiers-impacts-de-la-pandemie-du-covid-19-sur-les-exploitations-familiales-agropastorales-membres-de-lapess/>

Le Burkina Faso, comme tous les pays du monde, est touché par la pandémie du Covid-19. Comme en France, ce sont les populations les plus pauvres et les plus vulnérables qui sont atteintes. Ainsi la population de la commune de Béré, avec laquelle le Groupe Etival Solidarité Tiers Monde (72) a des relations de solidarité et d'amitié, est confinée après la détection de personnes infectées. De ce fait, les marchés sont supprimés, l'absence d'échanges et d'activités économiques met en difficulté cette population rurale pratiquant l'agriculture et l'élevage. Cette économie informelle ne bénéficie pas du soutien que l'Etat a décidé d'apporter et la première conséquence est le manque de revenus et surtout de nourriture pour les plus démunis avec, pour une partie, un risque de famine.

En relation avec le Maire de Béré et la cellule de crise mise en place pour pallier les difficultés des familles, le GESTM a décidé de venir en aide à la population de Béré. La première livraison de 2 000 kg de riz vient d'être réalisée, prise en charge financièrement par le GESTM.

GEORGES LEMÉE

Peuples Solidaires Région Lilloise nous informe de la contractualisation d'un partenariat de collaboration avec Terre & Humanisme pour 3 ans (2020-2021-2022) et un engagement financier sur 3 ans avec trois structures au Burkina Faso qui travaillent dans la promotion de l'agroécologie.

JEAN HÉNION

ActionAid Vietnam (<https://vietnam.actionaid.org>)

Des Accords de commerce entre l'UE et le Vietnam ont été ratifiés le 12 février par 401 voix pour, 192 voix contre et 40 abstentions. Ce sont les premiers Accords soumis aux député·e·s européen·ne·s nouvellement élu·e·s... Comme nous l'avons fait alors savoir par de nombreuses pétitions et tribunes avec nos organisations partenaires, malgré les promesses affichées, ces Accords ne répondent pas aux défis urgents auxquels l'UE et le Vietnam sont à ce jour confrontés : la réduction des inégalités, la lutte contre le réchauffement climatique et la création d'emplois de qualité. Ils ne respectent pas l'Accord de Paris et ne sont pas compatibles avec un "Green Deal" qui ferait de l'urgence écologique une véritable priorité.

Les 4 thèmes de la stratégie 2018-2023 d'ActionAid Vietnam :

▣ Les femmes

- remettre en question les normes sociales et culturelles qui conduisent à la vulnérabilité des femmes : les croyances, l'accès aux ressources et l'économie
- construire une communauté sûre, prévenir la traite des femmes et des enfants
- former des groupes militants locaux contre le harcèlement sexuel
- promouvoir les droits à la santé des groupes vulnérables dans les hauts plateaux

▣ Des règles du jeu équitables en politique et économie

- l'espace civique se rétrécit et une fiscalité régressive maintient les gens dans la pauvreté, et donc exposés à l'injustice : voix ignorées et droits non respectés, pouvoir et ressources non partagé·e·s équitablement
- femmes et jeunes exclu·e·s des prises de décision
- renforcer la responsabilité du gouvernement et des entreprises en matière de respect des droits de l'homme
- renforcer la société civile et les systèmes démocratiques pour entendre les voix sous-représentées
- renforcer et développer les coopératives et soutenir la promotion de la commercialisation des produits
- tirer parti de la croissance de l'industrie du tourisme

▣ Terre et climat

- la crise climatique détruit des vies et des moyens de subsistance parmi les populations les plus pauvres qui vivent souvent dans des endroits vulnérables : plaines inondables, bidonvilles, zones sèches...
- veiller à ce que les personnes qui souffrent reçoivent un soutien et une indemnisation
- veiller à ce que les petit·es exploitant·e·s agricoles aient le contrôle de leurs sources de nourriture et de leur mode de vie par une distribution plus équitable des terres et des ressources
- promouvoir une agriculture agroécologique durable et soutenir les petit·es exploitant·e·s agricoles : participation des communautés locales aux plantations forestières et à la conservation de moyens de subsistance alternatifs, travail avec les autorités locales sur la gouvernance transparente des terres.

▣ Urgences

- les catastrophes, les crises et les conflits ont un effet disproportionné sur les femmes : violations des droits humains des femmes, exclusion des prises de décision, refus d'accès aux ressources
- situations d'urgence complexes et prolongées en augmentation : formation de trois jours des femmes sur les "compétences en matière de premiers secours" et les services de l'eau pour jouer un rôle actif dans les interventions humanitaires
- connecter les gens pour sauver des vies et améliorer la réduction des risques de catastrophes dans le delta du Mékong



Stratégie 2018-2023



Éducation et développement communautaire (Reflect)



Actions avec nos partenaires

Point sur les Accords de Libre-Echange

Malgré le coronavirus et nos demandes insistantes de les arrêter, l'UE négocie encore des Accords commerciaux avec l'**Australie** et la **Nouvelle Zélande**. La négociation confinée de Bruxelles se traite aussi par liaison vidéo. "Le septième cycle de négociations avec la Nouvelle-Zélande a débuté le 30 mars et se poursuit", a déclaré un fonctionnaire de la Commission à *Morning Trade*. "Le septième cycle avec l'Australie est prévu pour la première moitié du mois de mai" (*Politico*). Cependant, le Chef du commerce de l'UE, M. Hogan, a déclaré au Parlement en février que des sujets controversés, tels que l'accès au marché pour l'agriculture, pourraient devoir être mis en suspens jusqu'à ce que l'UE ait conclu un Accord avec le Royaume-Uni ??

Un nouvel Accord de commerce UE-**Mexique** : loin de "relocaliser", l'UE veut approfondir une mondialisation insoutenable.

Le **Luxembourg** a ratifié le CETA le 6 mai dernier, ce dont se félicite le Commissaire européen au commerce Phil Hogan...

Zone de Libre-Echange Continentale Africaine (ZLECAf)

Suite à la pandémie et au manque de médicaments et d'appareils, certains pays appellent à accélérer les négociations d'ici le 1er juillet 2020, en utilisant des plateformes de vidéoconférence en ligne, pour commencer les échanges commerciaux dans le cadre de la ZLECAf, en particulier sur le commerce électronique. Mais tous les pays n'en ont pas les moyens. Afin que tous les pays et leurs populations bénéficient de ces négociations, de plus en plus de voix s'élèvent pour que l'UE et l'UA (Union Africaine) arrêtent leurs négociations pendant cette pandémie.

Tribune Plus jamais ça, le jour d'après

Signataire de la tribune "Plus jamais ça, préparons le jour d'après", ActionAid France se joint à une vingtaine de syndicats, associations et ONG de solidarité internationale pour défendre des mesures urgentes et de plus long terme, porteuses de profonds changements politiques.

Les impératifs de santé publique ont été à l'honneur de ce 1^{er} mai. Nos organisations appellent à manifester la solidarité avec les travailleur·se·s, en France et dans tous les pays, dont les activités continuent, souvent sans même le matériel de protection nécessaire. La solidarité aussi avec les "invisibles" que la crise a pourtant révélé·e·s comme indispensables, ainsi qu'avec les précaires et les "sans", dont la situation s'est dramatiquement aggravée pendant la crise.

Pour tout cela, nous exigeons :

- que la **santé de toutes et tous soit une priorité**, maintenant et après le 11 mai, date annoncée de sortie du confinement alors même que les conditions sanitaires ne sont pas réunies
- que toutes les mesures d'urgence soient prises pour **lutter contre les inégalités sociales et pour préserver les droits de chacun·e** durant cette période, dont celui d'un travail, d'une alimentation, d'un logement de qualité
- que la **protection sociale des jeunes soit refondée** afin de les faire rentrer dans le droit commun. Les jeunes ne peuvent être ni la variable d'ajustement, ni les oublié·e·s de l'après
- que la **lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité** soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, à la mesure de l'urgence climatique, une **solidarité avec les populations des pays pauvres**, premières victimes des dérèglements climatiques, touchés par la crise sanitaire alors que leurs systèmes de santé et leurs services publics sont encore moins préparés que le nôtre à faire face à cette pandémie, sous la menace de crises alimentaires émergentes, passant en premier lieu par l'annulation de leur dette extérieure et le versement de financements additionnels d'urgence.
- que les **multinationales s'assurent du respect des droits humains et de conditions de travail décentes** pour les travailleuses et travailleurs employé·e·s par leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants à travers le monde plutôt que de les laisser sans revenus, aides ou protections sociales, les rendant plus vulnérables aux risques d'exploitation plutôt que de verser des dividendes à leurs actionnaires.

Rana Plaza, il y a 7 ans...

Le 24 avril 2013 à Dhaka, la capitale du Bangladesh, l'immeuble du Rana Plaza s'effondrait. Depuis, les conditions de sécurité se sont un peu améliorées, mais les multinationales qui se fournissent dans le pays continuent de se comporter comme si elles n'avaient aucune responsabilité vis-à-vis des ouvriers et des ouvrières qui assurent leur production.

<http://www.youtube.com/watch?v=itg4XGze1P0>

Cette vidéo a été réalisée par la Marche Mondiale des Femmes Occitanie-France afin de ne pas oublier l'effondrement du Rana Plaza et ses conséquences.

"Climat, Droits des femmes, même combat"

C'est en scandant cette grande vérité que nous avons traversé le Salon Primevère des Alternatives à Lyon pour marquer la Journée Internationale des Droits des Femmes le 8 mars. "Nous", c'était Peuples Solidaires Monts du Lyonnais et nous avons monté l'action avec Osez le Féminisme et Femmes Solidaires du Rhône. Habillées en vêtements déchirés et brûlés, nous avons organisé un défilé de mode pour présenter la dernière collection "Exploitation et CO2, la toute nouvelle collection destinée à détruire à la fois la dignité des femmes et le climat".

L'objectif : illustrer les liens entre droits des femmes et changement climatique à travers la "fast fashion". Le secteur textile émet autant de CO2 que le transport aérien et maritime (source : Banque Mondiale). Et le modèle économique qui rend cette situation possible repose sur le recours à une main d'œuvre féminine à bas salaire dans des pays où les règles de sécurité ne sont pas respectées. En présentant nos différents modèles, nous avons pu rappeler le Rana Plaza, mais aussi des femmes décédées dans des incendies en Inde quelques jours auparavant. Nous avons mentionné un rapport ActionAid sur la violence sexuelle dans les usines et le coût en CO2 d'un jean : 32 kg de CO2 du champ de coton au placard, et la responsabilité des marques pour l'atteinte tant aux droits des femmes qu'au climat.

Nous pensons que ce type d'action, qui fait le lien entre climat, droits et solidarité internationale, a du potentiel sur Lyon pour attirer de nouveaux et nouvelles adhérent·e·s et créer de nouveaux réseaux. Cette action a été organisée dans le cadre du projet Jai Jagat à Lyon avec le MAN et la revue Silence. Nous avons également organisé deux conférences avec les Cueilleuses de Babassu du Brésil et sur la Déclaration des Droits des Paysans avec Mamadou Goïta (IRPAD, Bamako), Marc Dufumier et Melik Özden du CETIM à Genève.

BIRTHE PEDERSEN

J' M F R

Comment atteindre des jeunes, échanger autour de la souveraineté alimentaire et des droits des femmes... autant d'aspects que nous avons cherché à développer simultanément. Dans tous nos départements, que l'on soit en milieu rural ou en ville, il existe forcément des Maisons Familiales Rurales... Depuis plusieurs années, nous intervenons dans celles-ci, avec ces objectifs. Nous nous aidons de films autour de la mobilisation de femmes, ou des films "Alimenterre". Chaque année, ces films sont accessibles gratuitement et nous nous aidons des fiches du CFSI et des supports d'animation des films. Que du bonheur...

Depuis 2 ans, lors des séances en BTS, nous avons aussi la joie de rencontrer des jeunes en formation, originaires de différents pays du Sud, ce qui pimente les interventions.

Nous pouvons nous appuyer sur les formations proposées en MFR, où il y a très souvent celles aux métiers d'aide à la personne, et en formation supérieure des métiers autour du commerce des aliments ou des matières agricoles.

Recherche formes de contact dans les établissements techniques

Pour le Festival Alimenterre, comme de nombreux films portent sur l'alimentaire, nous avons cherché à joindre des établissements techniques centrés sur la formation aux métiers de la cuisine et du service, mais n'avons eu aucun retour. On est preneur de vos modes d'approche...

Recherche contacts pour agrément ECSI (Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale) : Votre groupe est-il agréé pour intervenir dans les milieux scolaires ? **Merci de nous contacter**



Salon des Alternatives à Lyon

Une **nouvelle enquête** des Amis de la Terre révèle aujourd'hui les **montants astronomiques** accordés par les acteurs financiers français dans **le secteur des pétrole et gaz de schiste** depuis l'adoption de l'Accord de Paris sur le climat, alors que s'ouvre aujourd'hui la saison de leurs Assemblées Générales.

L'occasion de présenter leurs résultats aux actionnaires... et de vanter leurs prétendus efforts en matière de transition ! Quel cynisme à l'heure où nous aspirons à de profonds changements de société et où l'avenir n'a jamais semblé aussi incertain.

Les quatre banques françaises Société Générale, Crédit Agricole, BNP Paribas et le groupe BPCE ont ainsi financé **198 milliards d'euros aux énergies fossiles depuis 2016**. En ligne de mire, les financements au pétrole et gaz de schiste : ils concentrent 22 milliards d'euros. Pourtant, ce secteur est particulièrement destructeur pour le climat, l'environnement et la santé. C'est un pari financier hautement risqué.

La crise sanitaire que nous traversons difficilement a mis en lumière la fragilité de notre système. Nous sommes désormais à un carrefour de l'Histoire : **ne laissons pas la finance condamner notre avenir !**

PEUPLES SOLIDAIRES TOURAINE :
06 42 22 78 30

PASCAL.CHARCOSSET@WORLDONLINE.FR

Vie de la fédération



A vos agendas

(attention le Covid-19 est toujours là et nous nous adaptons au jour le jour !)

- **mai-décembre** : suite de la campagne Jai Jagat 2020
- **4-5-6 juin** : Commissions, Inter-commissions et Conseil national
- **10-13 septembre** : Conseil National et Instances
- **26 septembre** : clôture des marches à Genève avec les marcheurs et Alternatiba Genève ?
- **26 septembre ou 2 octobre ?** : rencontre virtuelle de tous les marcheurs à Genève ?
- **9-11 octobre** : Assemblée générale électorale
- **3-6 décembre** : Conseil National et Instances
- **10-13 décembre** : Forum Jai Jagat à Genève

Marie-Claude Hessler, adhérente individuelle, vient de décéder des suites d'un cancer de plusieurs mois. Elle était militante de la Fédération depuis 1996 et a été particulièrement engagée dans les campagnes sur Mattel, comme l'explique la vidéo sur notre site.

Il avait tissé des liens d'amitié très forts à Faune en Casamance

Henri VRINAT, membre du groupe Peuples Solidaires 41, est aussi décédé récemment après de nombreuses années à s'investir dans notre Fédération : membre du Conseil National, trésorier, en mission au Burkina Faso, fondateur du groupe de Blois. Nous avons eu le plaisir de le revoir, participant au rendez-vous militant de Tours, sa région.

"Faune lui tenait très à cœur, mais aussi l'éducation, - pouvoir aider à travers le monde les jeunes à recevoir une éducation pour sortir de la pauvreté et découvrir d'autres mondes", comme nous l'ont écrit ses enfants. Ce projet très concret, en particulier pour l'éducation, a permis d'aider matériellement les écoles de Faune en partenariat avec l'AAJAC/COLUFIFA (Association Africaine de la Jeunesse Agricole Culturelle / Comité de Lutte pour la FIn de la FAim). Henri a été administrateur à CENTRAIDER, trésorier, ayant le souci de suivre les formations initiées par CENTRAIDER. Il avait pu assister à leur AG le 3 mars.

Juste au moment de publier ce Fruits de Palabres, nous apprenons le décès de deux autres figures de notre Fédération : **Bernadette Baubion** du groupe Paris 15 et **Jacques Voisin** du groupe de Francheville. Nous en reparlerons dans le prochain numéro.

La Commission SAD vient de publier six nouveaux documents suite à la mise à jour d'anciennes fiches et à la parution des dernières Notes de SUD sur nos thématiques, grâce au financement de la Fondation *Un Monde par Tous* :

- **Les accaparements de terres**, nouvelle menace pour l'agriculture paysanne et familiale
- **Priorité aux agricultures familiales et paysannes**, un moyen efficace pour les populations et les Etats d'obtenir leur souveraineté alimentaire
- **Garantir la cohérence des politiques** pour le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud
- **Politique Agricole Commune et Accords de Partenariat Economique** : quelle cohérence avec le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud ?
- **Politiques climatiques dans l'agriculture** : quelle cohérence avec le développement des agricultures paysannes et vivrières du Sud ?
- **Politiques et initiatives d'investissements européennes dans l'agriculture** : quelle cohérence avec le développement des agricultures familiales et paysannes du Sud ?

Ces documents sont publiés sur notre site dans leur version numérique. Des versions papier seront bientôt disponibles. On avait espéré pouvoir les présenter à l'AG début avril, mais Covid-19 a encore sévi...

ANNE BACH